

ficile et il est impossible de constituer une industrie de transformation avec les forces dispersées des petites exploitations. La condition du succès est par conséquent la création d'associations de petites et moyennes exploitations individuelles disposant ainsi d'un surplus suffisant de force de travail. Ces associations, grâce à la terre qu'elles possèdent, à la coopération du travail qu'elles permettent et à l'aide de l'Etat (qui accorde des crédits à faible taux, participe aux petits investissements, prend en charge les transports, etc.), vont mettre en service des petites entreprises de transformation, et organiser ensemble la distribution et la vente. C'est la voie la plus économique pour augmenter la production des produits alimentaires dont on manque aujourd'hui, pour surmonter le sous-développement de l'industrie des biens de consommation, et pour intensifier le rendement des exploitations petites et minuscules en employant sur place le surplus de la force de travail.

Il faut créer dans les exploitations paysannes les conditions d'une spécialisation de la production sans laquelle il n'y a pas d'économie rationnelle. En même temps, dans leurs contacts avec les organismes étatiques d'achat, les paysans producteurs doivent s'organiser pour se défendre contre une baisse artificielle des prix. Le producteur paysan isolé, s'il conclue des accords « libres » avec l'Etat, est impuissant devant le monopole de celui-ci sur le marché. C'est pourquoi, indépendamment de la création d'organisations de production, la paysannerie doit créer sa propre organisation générale de distribution et de vente. Avec ce type de rapports, les exploitations les plus puissantes, peu nombreuses, mais jouant un rôle important en raison de leurs dimensions et de leur force économique, n'auront pas la possibilité de se transformer en fermes capitalistes ; il leur manquera la force de travail et les terres à bon marché qui proviennent de la ruine des exploitations les plus faibles. Les exploitations les plus puissantes auront cependant la possibilité d'augmenter leur production grâce à leurs propres moyens d'investissements ou dans la mesure où elles réussiront à remplacer les forces qui leur manquent par la mécanisation.

Puisque l'industrie est le secteur décisif de l'économie, les options du développement de la production industrielle fixent la ligne générale de développement de toute l'économie nationale. La classe ouvrière disposant du produit de son travail déterminera le cadre général du développement des autres secteurs et par conséquent également celui de la paysannerie. Mais dans le cadre général de l'ensemble de l'économie déterminé par le niveau, la structure, et le développement de la production industrielle, la paysannerie doit avoir le contrôle du produit de son travail. Les plans de développement de la campagne, de la répartition de l'aide économique fournie par l'Etat, de la mise en valeur du fonds d'investissement social et culturel rural, ne peuvent être offerts unilatéralement à la paysannerie par l'Etat. Dans ce cas, en effet, le pouvoir sur la paysannerie serait exercé par un appareil développé et isolé, qui échapperait pratiquement au contrôle de la classe ouvrière et pourrait même lui imposer son propre contrôle.

La convergence d'intérêts de la classe ouvrière et de la majorité des paysans, permet **l'autonomie politique de la paysannerie**, autonomie qui est aussi une exigence de la démocratie ouvrière. Les organisations économiques des producteurs paysans dont nous avons parlé plus haut ne suffiront pas à leur assurer **le contrôle de cette**